

Le cours d'histoire est menacé



FREDDY SCHANER
Président
de l'association
"Histoire et
Enseignement", un
collectif de
professeurs
d'histoire⁽¹⁾.

■ Nous défendons avec force la présence d'un cours de formation historique à part entière, dans l'enseignement primaire et secondaire, et nous refusons fermement qu'il soit noyé dans un vaste cours de sciences humaines aux contours flous et incertains.

La place prévue pour la formation historique dans le futur tronc commun est une véritable épée de Damoclès pour les professeurs de la discipline et pour le cours d'histoire en général. Nous savons tous que le cours d'histoire est important pour former des citoyens éclairés et responsables. Les médias mettent souvent en évidence le peu de connaissances du grand public à propos de sujets historiques comme la colonisation, les migrations, les guerres mondiales, les génocides... et demandent au cours d'histoire de combler ces lacunes. Par ailleurs, certains invoquent aussi le devoir de mémoire et vont même parfois jusqu'à légiférer à ce sujet. Enfin, il y a une demande sociétale pour que l'école apprenne aux élèves à adopter une attitude critique vis-à-vis des médias, des nouvelles technologies et des réseaux sociaux.

Mauvaise réponse

L'actualité nous prouve au quotidien à quel point cette demande est fondée. Il est urgent d'y répondre. Un cours d'histoire "entier" s'appuyant sur l'épistémologie du savoir historique et construit selon une approche réflexive est essentiel pour relever ces

différents défis. Or, que propose le Pacte d'excellence? Il présente deux pistes: maintenir les cours d'histoire et de géographie en y ajoutant un cours de formation économique et sociale, ou envisager un cours intégratif, pluridisciplinaire, composé de quatre disciplines à parts égales - histoire, géographie, sociologie, économie politique⁽²⁾.

Ces cours seraient dès lors regroupés au sein d'un cours de sciences humaines aux limites floues et au contenu vaste et fort mal défini. C'est évidemment cette seconde proposition qui nous pose question. Nous pensons qu'il s'agit d'une mauvaise réponse aux défis citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Tout d'abord nous devons préciser que nous ne sommes pas opposés à une approche interdisciplinaire, pour autant que celle-ci garantisse que les différentes disciplines concernées (histoire, géographie, sciences sociales, sciences économiques...) et, plus encore, les élèves aient l'assurance d'y trouver leur compte, ce qui n'est pas le cas dans le projet.

Ensuite, une approche de ce type n'est observable dans aucun système scolaire reconnu pour son approche pédagogique innovante, comme par exemple la Finlande ou le Québec. Bien au contraire, leurs programmes respectifs d'histoire promeuvent une approche disciplinaire et chronologique, mettant en avant l'exercice de compétences spécifiques et l'apprentissage de concepts particuliers.

De plus, s'il existe en Fédération Wallonie-Bruxelles, dans les établis-

sements libres confessionnels, une approche intégrative dans le cadre de l'étude du milieu au 1^{er} degré commun, celle-ci implique, selon des collègues enseignant ce cours, que l'apprentissage de l'histoire ne commence véritablement qu'en 3^e année du secondaire. Ce constat révèle les

On a beaucoup ironisé dans la presse à propos du "cours de rien", aurons-nous bientôt droit aux sarcasmes à propos du "cours de tout"?

difficultés inhérentes à ce type d'approche, tant au niveau de la place réservée à la discipline historique dans ce regroupement de cours qu'à la continuité des apprentissages aux 2^e et 3^e degrés.

Ajoutons que, dans les programmes actuels de la formation historique, les questions liées à la politique, à l'économie et à la société sont effectivement abordées, mais avec une approche et une méthode caractéristiques de l'épistémologie de l'histoire.

Enfin, il y a une contradiction forte entre la volonté d'intégrer le cours d'histoire dans un cours de sciences humaines "fourre-tout" et les demandes sociétales précises évoquées ci-dessus: volonté que les élèves aient des repères historiques solides, l'esprit critique bien développé et la stimulation à l'action en tant que citoyens responsables.

Rien à voir avec du corporatisme

On nous accusera sans doute d'être rétifs aux changements, ou encore

de défendre la "corporation" des professeurs d'histoire et leur situation actuelle. Il ne s'agit absolument pas de cela: un cours d'histoire solide, bien construit et cohérent est un outil de grande qualité, notamment pour lutter contre des doctrines à l'œuvre aujourd'hui qui ne font que recycler des idéologies du passé. Il ne s'agit pas non plus de corporatisme. L'histoire est une discipline à part entière, par son approche et sa méthode. C'est un fait établi. Il s'agit en vérité de lucidité sur les dangers que comporte le projet.

On a beaucoup ironisé dans la presse à propos du "cours de rien", aurons-nous bientôt droit aux sarcasmes à propos du "cours de tout"?

Nous défendons avec force la présence d'un cours de formation historique à part entière, dans l'enseignement primaire et secondaire, et nous refusons fermement qu'il soit noyé dans un vaste cours de sciences humaines aux contours flous et incertains.

→ (1) *L'ensemble des professeurs membres de l'association "Histoire et Enseignement"*: Anne Morelli (ULB), Béatrice Massinon (enseignement secondaire), Freddy Schaner (président de l'Association Histoire et Enseignement, retraité de l'enseignement supérieur), Pierre Van den Dungen (ULB), Denis De Vleeschouwer (Athénée Jean Absil-Etterbeek), Arnaud Knaepen (Athénée Jean Absil-Etterbeek, ULB), Guy Michaux (Athénée Uccle 1), Bernard Stamus (enseignement secondaire), Olivier Blairon (Athénée Jean Absil-Etterbeek, Athénée de Ganshoren).

→ (2) Voir "Pacte pour un enseignement d'excellence - projet d'avis n°3, décembre 2016, pp 44 et 45.